



RENDU EXECUTOIRE LE

21 FEV. 2024

DEPARTEMENT DE LA VIENNE

Envoyé en préfecture le 29/01/2024

Reçu en préfecture le 29/01/2024

Publié le

ID : 086-228600011-20240129-24_A_SE_0186-AR

S'LO

DGAS
Service des Etablissements
39 rue de Beaulieu
86034 POITIERS CEDEX

ARRETE N° 2024-A-DGAS-DA-SE-0186du **29 JAN. 2024**

Portant modification de la capacité au sein
de la Résidence Autonomie « Marie-Louise
Troubat » à Poitiers gérée par le Centre
Communal d'Action Sociale de Poitiers

LE PRESIDENT DU CONSEIL DEPARTEMENTAL DE LA VIENNE,

VU le Code de l'Action Sociale et des Familles ;

VU le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier ses articles L. 3214-1 et L. 3221-9 ;

VU la loi n°2015-1776 du 28 décembre 2015 relative à l'adaptation de la société au vieillissement ;

VU le Schéma des solidarités 2020-2024 adopté par délibération du Conseil Départemental de la Vienne le 20 décembre 2019 ;

VU le règlement départemental d'aide sociale de la Vienne ;

VU l'arrêté n°2016-A-DGAS-DHV-SE-0217 du 11 octobre 2016 portant renouvellement de l'autorisation de fonctionnement de la Résidence Autonomie « Marie Louise-Troubat » à Poitiers gérée par le Centre Communal d'Action Sociale de Poitiers et fixant la capacité totale à 79 places d'hébergement répartis dans 70 logements ;

VU l'arrêté n°2021-A-DGAS-DHV-SE-0223 du 27 septembre 2021 portant habilitation partielle de la Résidence Autonomie « Marie-Louise Troubat » à Poitiers à accueillir des bénéficiaires de l'aide sociale à l'hébergement pour une place ;

VU la convention n° 2021-C-DGAS-SE-0033 du 29 octobre 2021 portant habilitation partielle de la RA « Marie-Louise Troubat » à Poitiers à accueillir des bénéficiaires de l'aide sociale à l'hébergement ;

VU le courrier du Centre Communal d'Action Sociale de Poitiers du 16 novembre 2023 sollicitant la transformation d'une place d'hébergement permanent en une place d'hébergement temporaire au sein de la Résidence Autonomie « Marie-Louise Troubat » à Poitiers ;

VU la délibération du conseil d'administration du Centre Communal d'Action Sociale de Poitiers du 13 décembre 2023 relatif à la répartition des places d'hébergement temporaire au sein des résidences autonomes de Poitiers ;

CONSIDERANT qu'il satisfait aux règles d'organisation et de fonctionnement prévues par le Code de l'Action Sociale et des Familles ;

Envoyé en préfecture le 29/01/2024

Reçu en préfecture le 29/01/2024

Publié le

ID : 086-228600011-20240129-24_A_SE_0186-AR

SUR proposition du Directeur Général des Services Départementaux ;**ARRETE**

ARTICLE 1^{er} : La capacité de la Résidence Autonomie « Marie-Louise Troubat » située à Poitiers et gérée par le Centre Communal d'Action Sociale de Poitiers, est transformée pour un lit d'hébergement permanent en un lit d'hébergement temporaire, soit 79 places dont deux en hébergement temporaire.

Cette résidence autonomie est donc autorisée pour une capacité totale de 79 places dans 70 logements dont 65 T1 Bis pour 70 places maximum, 4 logements F2 pour 8 places maximum et 1 logement T1 pour une place maximum à accueillir des personnes âgées autonomes.

ARTICLE 2 : Les caractéristiques de l'établissement sont enregistrées comme suit au Fichier National des Etablissements Sanitaires et Sociaux (FINESS) :

Entité juridique : Centre Communal d'Action Sociale de Poitiers	Entité établissement : Résidence Autonomie « Marie-Louise Troubat »
N° FINESS : 86 078 507 0	N° FINESS : 86 078 086 5
N° SIREN : 288 600 178	Code catégorie : 202 Résidence Autonomie
Adresse : - 45 rue de la Marne – CS 70593 86 021 POITIERS CEDEX	Adresse : 18 RUE DE LA VALEE MONNAIE 86 000 POITIERS
Statut juridique : (17) CCAS	Capacité : 79 lits et places maximum

Discipline		Activité / Fonctionnement		Clientèle		Capacité autorisée	
Code	Libellé	Cod e	Libellé	Code	Libellé	Nombre de logements	Nombre de lits ou places
657	Accueil temporaire pour personne âgées F1	11	Hébergement complet Internat	701	P.A. autonomes	1	1
657	Accueil temporaire pour personne âgées F1 bis	11	Hébergement complet Internat	701	P.A. autonomes	1	1
926	Hébergement résidence autonomie personnes âgées couple F2	11	Hébergement complet Internat	701	P.A. autonomes	4	8
927	Hébergement résidence autonomie personnes âgées F1 bis	11	Hébergement complet Internat	711	P.A. autonomes	64	69
Total						70	79

Mode de tarification : 01 Tarif Libre

Envoyé en préfecture le 29/01/2024

Reçu en préfecture le 29/01/2024

Publié le

ID : 086-228600011-20240129-24_A_SE_0186-AR

S'LO

ARTICLE 3 : Le présent arrêté ne modifie pas la date de renouvellement de l'autorisation fixée au 3 janvier 2032. Le renouvellement de l'autorisation de cette structure reste subordonné aux résultats de l'évaluation de la qualité des prestations délivrées, mentionnée à l'article L.312-8 du Code de l'action sociale et des familles et effectuée au moins deux ans avant l'expiration du délai de fonctionnement de 15 ans.

ARTICLE 4 : Tout changement important dans l'activité, l'installation, l'organisation, la direction ou le fonctionnement de l'établissement par rapport aux caractéristiques de l'autorisation devra être porté à la connaissance du Président du Conseil Départemental de la Vienne, en vertu de l'article L. 313-1 du code de l'action sociale et des familles. L'autorisation ne peut être cédée sans l'accord du Conseil Départemental de la Vienne.

ARTICLE 5 : Les conditions de l'habilitation partielle au titre de l'aide sociale à l'hébergement sus visées ne sont pas modifiées par la présente autorisation.

ARTICLE 6 : Le Directeur Général des Services Départementaux est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera publié sur le site internet du Département lavienn86.fr et notifié aux intéressés.

Un recours gracieux contre le présent arrêté peut être formulé auprès du Président du Conseil Départemental dans un délai franc de deux mois à compter de sa date exécutoire, c'est-à-dire de sa notification pour les personnes et organismes auxquels il a été notifié ou de sa publication sur le site internet du Département lavienn86.fr pour les autres personnes.

Un recours contentieux contre le présent arrêté peut être déposé auprès du Tribunal Administratif de Poitiers (par voie postale à l'adresse suivante : 15, rue de Blossac - BP 541 - 86020 POITIERS CEDEX ; ou par voie dématérialisée via l'application «Télérecours citoyens » sur le site www.telerecours.fr) dans un délai franc de deux mois à compter de la réception de la réponse de l'administration au recours gracieux, ou à l'expiration d'un délai franc de deux mois à compter de la date de réception du recours gracieux par l'administration, en l'absence de réponse de sa part.

En l'absence de recours gracieux, le recours contentieux contre le présent arrêté peut être présenté dans un délai franc de deux mois à compter de sa date de notification pour les personnes et organismes auxquels il a été notifié ou de sa publication sur le site internet du Département lavienn86.fr pour les autres personnes, auprès du Tribunal Administratif de Poitiers (par voie postale à l'adresse suivante : 15, rue de Blossac - BP 541 - 86020 POITIERS CEDEX ; ou par voie dématérialisée via l'application «Télérecours citoyens » sur le site www.telerecours.fr).

Fait à POITIERS, le 29 JAN, 2024

Le Président du Conseil Départemental



Alain PICHON

Envoyé en préfecture le 29/01/2024

Reçu en préfecture le 29/01/2024

Publié le

S²LOW

ID : 086-228600011-20240129-24_A_SE_0186-AR